

## **Mémorandum conjoint du CRef et du VLIR à l'intention du gouvernement fédéral**

### 1. INTRODUCTION

Au-delà des modalités organisationnelles de l'enseignement supérieur spécifiques à chaque communauté linguistique du pays, l'ensemble des universités belges répondent aux mêmes exigences et aux mêmes défis et partagent un grand nombre de préoccupations communes, lesquelles font l'objet d'une concertation étroite et continue par le biais de leurs conférences de recteurs, le CRef et le VLIR. Si les règles auxquelles répondent les universités belges dépendent principalement des Communautés et Régions dans lesquelles elles se situent, leur évolution s'inscrit dans un cadre plus large, européen et international, et implique aussi le gouvernement fédéral.

La volonté de livrer un enseignement, une recherche et une innovation de pointe sur le plan international, et la conscience de l'importance de leurs missions sociétales, poussent les universités belges à se tourner vers le gouvernement fédéral pour quelques dossiers cruciaux, à savoir : l'internationalisation et de la mobilité des scientifiques, la coopération au développement, l'importance des incitants fiscaux en faveur de la recherche, le financement de projets de recherche doctoraux intercommunautaires, et la situation des hôpitaux universitaires.

Ces différents dossiers stimulent la collaboration entre les institutions de la connaissance sur les plans national et international, favorisent l'échange de connaissances et enrichissent la recherche scientifique.

Face aux défis environnementaux et sociaux inédits et urgents auxquels est confrontée notre société, les universités jouent un rôle de premier plan, notamment dans le domaine des soins de santé. L'impact de leur enseignement, de la recherche fondamentale et appliquée qu'elles mènent, et des réseaux de connaissances qu'elles animent et nourrissent, détermine la manière dont la société belge peut formuler une réponse appropriée aux problèmes et aux questions qui se posent aujourd'hui et qui se poseront demain.

Dans tous les dossiers mentionnés, il est essentiel que le cadre politique soit transparent et caractérisé par une grande cohérence dans son processus décisionnel. C'est le cas, par exemple, dans les dossiers de la mobilité scientifique et de la sécurité des connaissances, où la fragmentation des compétences entre les différents niveaux politiques pourrait mettre en péril l'attractivité de notre pays vis-à-vis des talents étrangers dont nos universités ont besoin.

### 2. INTERNATIONALISATION ET MOBILITÉ

#### *Mobilité des scientifiques et sécurité des connaissances*

La poursuite et le renforcement de l'ancrage international de l'enseignement supérieur doivent s'accompagner de mesures visant à faciliter et soutenir (1) la mobilité de chercheuses et chercheurs issus de pays hors UE – qu'il s'agit de continuer à attirer en Belgique – et (2) la sécurité des connaissances dans le cadre de partenariats internationaux. Ces priorités sont explicitement partagées avec les entreprises belges.

La nouvelle procédure du permis combiné de séjour et de travail (permis unique) s'inscrit dans la mise en place d'une politique de migration économique plus intégrée. Toutefois, la nouvelle procédure n'est pas encore optimale pour cibler et attirer les chercheuses et chercheurs étrangers des pays tiers. Il s'agit pourtant d'un élément essentiel compte tenu de la pénurie croissante de personnel hautement

qualifié sur le marché du travail. La procédure du permis unique requiert, pour être fonctionnelle, une interaction parfaitement fluide entre les universités en tant qu'institutions d'accueil, les administrations communales, les services régionaux de migration, les postes consulaires belges à l'étranger et l'Office des étrangers.

La sécurité des connaissances vise à éviter le transfert non désiré de connaissances et de technologies sensibles. Le transfert est considéré comme indésirable s'il porte atteinte à la sécurité nationale ou à la capacité d'innovation de notre pays. La sécurité des connaissances implique également l'influence secrète des États sur l'enseignement et la recherche. Cette ingérence met en péril la liberté académique et la sécurité des citoyens. La coopération avec des pays qui ne respectent pas les droits fondamentaux met aussi en jeu des questions éthiques.

Les universités belges demandent que les différents niveaux de gouvernement, selon leurs compétences respectives, œuvrent de concert à mettre en place une politique réfléchie de rétention des talents étrangers. Cette politique implique notamment de réduire encore les délais de traitement administratif des permis combinés (permis unique) ainsi que les délais de délivrance des demandes de visa qui sont certifiées par nos universités.

Elles demandent également que la législation en matière d'immigration, après avoir été adaptée à la situation particulière des chercheurs et chercheuses, soit régulièrement réexaminée et contrôlée afin de pouvoir procéder, si nécessaire, à des ajustements.

Sur le volet international, les universités invitent également le gouvernement fédéral à mettre en place un bureau ou guichet national unique axé sur la sécurité des connaissances, qui puisse fournir aux universités et aux autres acteurs publics de la connaissance des renseignements et conseils stratégiques concernant les risques éventuels, conseils qu'elles seraient libres de prendre en compte dans leur décision d'initier ou de poursuivre ou non un partenariat international.

### 3. BOURSES DE DOCTORAT INTERCOMMUNAUTAIRES

Les universités belges, le F.R.S.-FNRS et le FWO demandent au gouvernement fédéral le financement de 20 à 30 bourses de doctorat intercommunautaires par an, lesquelles seraient sous la responsabilité des universités partenaires issues des deux Communautés. Ces thèses, dans tous les domaines scientifiques, se feraient en cotutelle avec un promoteur de la Communauté flamande et un promoteur de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

### 4. FISCALITÉ

L'exonération partielle du précompte professionnel pour les chercheurs est un levier très important pour stimuler l'innovation dans notre pays. C'est d'autant plus vrai dans un contexte où les coûts salariaux sont plus élevés que dans les pays voisins. Le Bureau fédéral du plan a démontré à plusieurs reprises, par le passé, la plus-value de cette mesure par rapport aux efforts R&D des universités et des entreprises.

Les universités belges demandent au gouvernement fédéral, au minimum, de consolider et, si possible, de renforcer les mesures existantes dans le cadre des réformes fiscales annoncées, tout en reconnaissant pleinement la contribution cruciale des hôpitaux universitaires à la recherche et à l'innovation.

### 5. LES HÔPITAUX UNIVERSITAIRES

La recherche fondamentale et appliquée menée dans les universités détermine le rôle de premier plan de leurs hôpitaux universitaires. Ceux-ci garantissent la haute qualité tant des soins de base que des

soins cliniques de pointe, dans tous les domaines de la médecine, tout en maintenant les meilleures conditions d'accès et de respect à tous les patients. Les hôpitaux universitaires constituent la pierre angulaire des soins de santé, ils représentent 90 % des projets axés sur l'innovation et contribuent à fournir, par le biais de stages, l'expérience clinique nécessaire aux nouveaux médecins et dentistes.

Les universités belges demandent au gouvernement fédéral :

- la reconnaissance de pathologies complexes requérant un traitement universitaire, pour les concentrer dans les hôpitaux académiques afin de garantir expertise, qualité des soins, multidisciplinarité, efficacité, recherche et innovation.
- un octroi des agréments pour les soins supra-régionaux sur la base non seulement d'indicateurs de volume mais aussi de qualité (*outcomes* comme taux de survie, ré-hospitalisations, etc.).
- une augmentation, par financement fédéral, du budget académique destiné à couvrir les missions universitaires de formation, de recherche et d'innovation. Le financement actuel (environ 4,4% des revenus totaux de l'hôpital, tous subsides confondus) est nettement insuffisant. Il faut aligner ce financement sur celui des pays voisins, soit de 9% (CHU français) à 16% (Pays-Bas) du budget global.
- une contribution fédérale à concurrence de 50% au salaire des Médecins assistants cliniciens candidats spécialistes (MACCS) / « kandidaat-artsen-specialisten in opleiding » (ASO) (cette contribution n'est actuellement que de 10% via le financement des maîtres de stage), en adoptant un modèle calqué sur la rémunération des candidats médecins généralistes, dont le salaire est assuré à concurrence de 50% via le CCFMGI/INAMI et le solde via les maîtres de stage.
- une augmentation du nombre de Médecins assistants cliniciens boursiers (MAC-B) pouvant être encadrés par maître de stage, en revenant à 25% du quota de MACCS.
- de refuser la création de nouveaux hôpitaux académiques et opter ainsi pour le maintien des hôpitaux universitaires dans la constellation fédérale actuelle.
- de réduire l'écart croissant entre l'évolution des honoraires et celle du coût salarial des médecins attachés aux universités. Cela peut se faire de diverses manières : (i) la composante B7 du BFM (budget des moyens financiers) qui prévoit des fonds pour soutenir la mission universitaire peut être augmentée de manière substantielle, et/ou (ii) les cotisations pour la sécurité sociale peuvent être réduites, comme pour d'autres groupes cibles.

## 6. COOPÉRATION AVEC LE SUD GLOBAL

Le VLIR-UOS et l'ARES coordonnent ensemble la coopération universitaire dans le contexte du développement durable. Financés par le gouvernement fédéral, ils sont les principaux bailleurs de fonds pour les partenariats et les bourses d'études entre les universitaires de Belgique et du Sud global. En soutenant des partenariats visant au développement mutuel des compétences, le VLIR-UOS et l'ARES renforcent les établissements d'enseignement supérieur partenaires dans le monde entier afin qu'ils soient en mesure d'assumer efficacement leur rôle sociétal de moteurs du changement, ceci d'autant plus que les solutions durables aux grands enjeux sociétaux que nous connaissons en Europe (climat, migration, pandémies) ne peuvent être trouvées que par des actions concertées avec le Sud global. En 2021, la contribution de la Belgique à la coopération au développement est tombée à 0,46 % du PIB, en dessous de la moyenne européenne de 0,49 %. Les universités belges demandent de parvenir au minimum à la moyenne européenne, mais ont l'ambition de la dépasser pour arriver à 0,7 % du PIB.

Les universités belges demandent au gouvernement fédéral, au minimum, de consolider son engagement budgétaire pour la coopération universitaire au développement et, si possible, de l'augmenter pour atteindre le niveau de 2014-2016.

## Federale verkiezingsboodschappen VLIR-CRef

### 1. INLEIDING

De universiteiten binnen de Vlaamse en Franse Gemeenschap bewegen binnen de spelregels en regelgeving op verschillende beleidsniveaus. Deze situeren zich voornamelijk op het niveau van de gemeenschappen en gewesten, maar de universiteiten verhouden zich ook tot het federale niveau en opereren binnen een Europese en internationale dimensie.

In het realiseren van kwaliteitsvol en internationaal toonaangevend onderwijs, onderzoek en innovatie en in hun bijdrage tot de maatschappij richten de Belgische universiteiten zich tot de Federale Regering voor een aantal belangrijke dossiers: het gaat hierbij voornamelijk om internationalisering en mobiliteit, de samenwerking met het globale zuiden, fiscale stimuli voor onderzoek, de uitvoering van gezamenlijk doctoraatsonderzoek over de gemeenschappen heen, en de universitaire ziekenhuizen.

Deze hieronder nader gespecificeerde dossiers stimuleren de samenwerking tussen de kennisinstellingen op nationaal en internationaal niveau, bevorderen de kennisuitwisseling en verrijken het onderzoek.

In de aanpak van de grote maatschappelijke uitdagingen waar onze samenleving mee geconfronteerd wordt, spelen de universiteiten een sturende rol, met name op het vlak van de zorg. De impact van de vorming die ze geven, van het basis- en toegepast onderzoek dat ze verrichten, van de kennisnetwerken die ze aansturen en voeden is bepalend voor de wijze waarop de maatschappij een gepast antwoord kan formuleren op de problemen en vragen die zich nu en in de toekomst stellen.

In alle dossiers is een transparant beleidskader, gekenmerkt door coherentie in besluitvoering, van kapitaal belang. Dit is bijvoorbeeld het geval in dossiers als kennismigratie en kennisveiligheid, waar versnippering van de bevoegdheden over verschillende beleidsniveaus een ernstig risico inhoudt voor de aantrekkingskracht van ons land voor buitenlands talent.

### 2. INTERNATIONALISERING EN MOBILITEIT

#### *Kennismigratie en kennisveiligheid*

Het bestendigen en versterken van de internationale inbedding van het hoger onderwijs moet gepaard gaan met de nodige aandacht voor kennismigratie via het aantrekken van hooggekwalificeerde werknemers uit derde landen en voor kennisveiligheid binnen internationale partnerschappen. Deze prioriteiten worden expliciet gedeeld met het bedrijfsleven. Met de invoering van de gecombineerde woonwerkvergunning (single permit) is er werk gemaakt van een meer geïntegreerd economisch migratiebeleid. De aangepaste procedure is evenwel nog niet optimaal voor het gericht aantrekken van buitenlandse onderzoekers uit derde landen. Dit is nochtans essentieel gelet op de toenemende krapte aan hooggekwalificeerd personeel op de arbeidsmarkt. De single permit vereist een geolied samenspel tussen de universiteiten als onthaalinstellingen, de steden en gemeenten, de gewestelijke migratiediensten, de Belgische consulaire posten in het buitenland en de dienst Vreemdelingenzaken.

Bij kennisveiligheid gaat het in de eerste plaats om ongewenste overdracht van gevoelige kennis en technologie. Overdracht is ongewenst als deze de nationale veiligheid of de innovatiekracht van ons land aantast. Daarnaast gaat kennisveiligheid om heimelijke beïnvloeding van onderwijs en onderzoek door staten. Deze inmenging brengt de academische vrijheid en de sociale veiligheid in gevaar. Ook

gaat het om ethische kwesties die een rol kunnen spelen bij samenwerking met landen die de grondrechten niet respecteren.

De Belgische universiteiten vragen dat de regeringen, elk binnen hun bevoegdheden, werk maken van een geïntegreerd beleid voor het aantrekken van buitenlands talent, onder meer door een verdere reductie van de administratieve doorlooptijden voor gecombineerde vergunningen (single permit), en het reduceren van de aflevertermijnen voor door de universiteiten gecertificeerde visumaanvragen. Zij vragen tevens dat de aangepaste immigratiewetgeving voor onderzoekers regelmatig wordt geëvalueerd met het oog op verfijning en bijsturing.

De universiteiten vragen de Federale Regering tevens dringend werk maken van de uitbouw van een uniek loket gericht op kennisveiligheid dat aan de universiteiten en aan andere publieke kennisactoren gevalideerd advies kan verstrekken voor het beperken van risico's bij het uitbouwen van internationale academische partnerschappen.

### 3. DOCTORAATSONDERZOEK OVER DE GEMEENSCHAPPEN HEEN

De Belgische universiteiten, het F.R.S.-FNRS en het FWO vragen aan de Federale Regering de jaarlijkse financiering van 20 à 30 doctoraatsbeurzen onder de verantwoordelijkheid van partnerinstellingen in de Vlaamse en Franse Gemeenschap. De doctoraatsverhandelingen kunnen worden uitgevoerd in alle wetenschapsdomeinen in co-promotorschap tussen een instelling in de Vlaamse en in de Franse Gemeenschap.

### 4. FISCALITEIT

De federale gedeeltelijke vrijstelling van doorstorting van bedrijfsvoorheffing voor onderzoekers is een zeer belangrijke hefboom voor het stimuleren van innovatie in ons land. Dat geldt des te meer in de context van hogere loonkosten in vergelijking met onze buurlanden. Het Planbureau heeft de additionaliteit van deze maatregel op de O&O-inspanningen van universiteiten en ondernemingen in het verleden al herhaaldelijk aangetoond.

De Belgische universiteiten vragen dat de Federale Regering de bestaande maatregelen in het kader van de aangekondigde fiscale hervormingen minstens consolideert en waar mogelijk uitbreidt en daarbij ook ten volle de cruciale bijdrage aan onderzoek en innovatie van de universitaire ziekenhuizen honoreert.

### 5 . DE UNIVERSITAIRE ZIEKENHUIZEN

De impact van de universiteiten in het basis- en toegepast onderzoek is bepalend voor de leidende rol van hun universitaire ziekenhuizen. De universitaire ziekenhuizen staan garant voor hoogkwalitatieve basis- en topreferentiezorg in alle domeinen van de geneeskunde. Ze beogen daarbij maximale toegankelijkheid en respect voor alle patiënten. Ze vormen onmisbare hoekstenen van de gezondheidszorg, nemen 90 procent van de op innovatie gerichte projecten voor hun rekening en zorgen mee voor de noodzakelijke klinische ervaring van nieuwe artsen en tandartsen.

De Belgische universiteiten vragen aan de Federale Regering:

- De erkenning van complexe pathologieën die een behandeling op niveau van een universitair ziekenhuis vereisen op grond van expertise, kwaliteit van zorg, multidisciplinariteit, efficiëntie, onderzoek en innovatie in deze ziekenhuizen.

- Het verlenen van goedkeuring voor zorg over de regio's heen op basis van indicatoren die niet zozeer kwantitatief, maar ook kwalitatief zijn, rekening houdend met parameters als overlevingskansen en herhaalde opnames.
- Het verhogen, via federale financiering, van de universitaire middelen vooropleiding, onderzoek en innovatie. De huidige financiering (ongeveer 4,4% van de totale inkomsten van een ziekenhuis, met inachtneming van alle subsidies) is ruim ontoereikend. De financiering moet gestroomlijnd worden naar het model van de buurlanden, gaande van 9% (Frankrijk) tot 16% (Nederland) van het totale budget.
- Een federale bijdrage tot 50% van het loon van de kandidaat-artsen-specialisten in opleiding (ASO) gebruik makend van een model op basis van de verloning van de kandidaat huisartsen, waarvan het loon tot 50% gegarandeerd wordt via het Interuniversitair Centrum voor Huisartsenopleiding (ICHovzw)/Riviz en het saldo via de stagemeeesters. Momenteel bedraagt deze bijdrage slechts 10% via de financiering van de stagemeeesters.
- Een verhoging van het aantal medische assistenten bursalen met omkadering door een stagemeeester, tot 25% van de quota voor kandidaat-artsen-specialisten in opleiding .
- De oprichting van nieuwe academische ziekenhuizen te weigeren en dus te kiezen voor het behoud van de academische ziekenhuizen in de huidige federale constellatie.
- Het wegwerken van de steeds groter wordende kloof tussen de evolutie van de honoraria en deze van de loonkost van de universitaire artsen. Dit kan op verschillende manieren: (i) het B7-onderdeel van het BFM (Budget Financiële Middelen) dat de ondersteuning voorziet voor de universitaire opdracht, kan aanzienlijk verhoogd worden, en/of (ii) de bijdrage aan de sociale zekerheid kan gereduceerd worden, zoals ook voor andere doelgroepen geldt.

## 6. SAMENWERKING MET HET GLOBALE ZUIDEN

VLIR-UOS is het voornaamste platform voor academische samenwerking in het kader van duurzame ontwikkeling. Met middelen van de federale overheid fungeert zij als de belangrijkste financier voor partnerschappen en beurzen tussen academici uit België en het Globale Zuiden. Door partnerschappen te ondersteunen die gericht zijn op wederzijdse capaciteitsontwikkeling, versterken VLIR-UOS EN ARES partnerinstellingen voor hoger onderwijs wereldwijd zodat zij in staat zijn hun maatschappelijke rol van motor voor verandering effectief op te nemen. Duurzame oplossingen voor de grote maatschappelijke uitdagingen in Europa (klimaat, migratie, pandemieën) kunnen daarenboven enkel gevonden worden in samenspraak met het Globale Zuiden. In 2021 daalde de Belgische bijdrage aan ontwikkelingssamenwerking naar 0,46% van het BNP, waardoor België onder het Europees gemiddelde van 0,49% duikt. De Belgische universiteiten schuiven het Europese gemiddelde als absoluut minimum naar voren, met 0,7% als ultieme ambitie.

De Belgische universiteiten vragen aan de Federale Regering dat zij haar budgettair engagement voor universitaire ontwikkelingssamenwerking (UOS) minstens consolideert en zo mogelijk opnieuw verhoogt tot het niveau van 2014-2016.